

Convention collective

IDCC : 9361. – **EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE, ÉLEVAGE,  
VITICULTURE, ARBORICULTURE, TRAVAUX AGRICOLES,  
ET CUMA  
(Indre)**

**(15 octobre 1969)**

(Étendue par arrêté du 7 mars 1973,  
*Journal officiel* du 15 avril 1973)

---

AVENANT N° 98 DU 13 NOVEMBRE 2009

NOR : *AGRS1097100M*

IDCC : 9361

Entre :

La FDSEA de l'Indre ;

La fédération départementale des CUMA ;

Le syndicat de la propriété privée rurale de l'Indre ;

Le syndicat des territoires de l'Indre,

D'une part, et

La section de l'Indre du syndicat national des cadres des exploitations  
agricoles CGC ;

L'union départementale des syndicats de l'Indre CGT ;

Le syndicat général agroalimentaire de l'Indre CFDT ;

L'union des syndicats FO de l'Indre ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de  
l'agriculture CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### **Article 1<sup>er</sup>**

L'article 52 portant sur la garantie de salaire en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident de la vie privée, maladie professionnelle ou accident de travail et maternité est supprimé et remplacé comme suit :

#### **« Article 52**

##### *Garantie de salaire pour les salariés malades ou accidentés*

##### **A. – Dispositions pour les salariés non cadres**

En cas d'incapacité temporaire de travail, quelle qu'en soit l'origine, les dispositions relatives au maintien de salaire sont celles prévues par l'accord collectif régional de prévoyance complémentaire du 3 juillet 2009 au profit des salariés non cadres agricoles.

##### **B. – Dispositions pour les cadres**

En cas d'incapacité temporaire de travail, qu'elle qu'en soit l'origine, les dispositions relatives au maintien de salaire sont celles prévues par l'article L. 1226-1 du code du travail et la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 et ses avenants. »

### **Article 2**

A la suite de l'article 53, il est créé un titre XI ainsi rédigé :

#### **« Titre XI**

#### **RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE, DE PRÉVOYANCE ET DE FRAIS DE SANTÉ**

#### **Article 54**

##### *Personnel non cadre*

##### **1. Retraite complémentaire**

Tout employeur doit adhérer à CAMARCA (régime ARRCO), dont le siège social est situé 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 18, tél. 01-71-21-00-00.

##### **2. Prévoyance complémentaire et complémentaire frais de santé**

Les garanties de prévoyance complémentaire (décès, incapacité temporaire de travail, incapacité permanente de travail toute origine) et complémentaire frais de santé sont celles prévues par les accords collectifs régionaux du 3 juillet 2009 au profit des salariés non cadres.

Tout employeur doit adhérer pour les salariés non cadres à Agri-Prévoyance, 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris, pour la prévoyance complémentaire et CRIA Prévoyance, 139-147, rue Paul-Vaillant-Couturier, 92240 Malakoff, pour la complémentaire frais de santé.

Les régimes de prévoyance et frais de santé mis en œuvre par les accords régionaux du 3 juillet 2009 feront l'objet d'une révision, dans un délai qui ne pourra excéder 5 ans à compter de la date d'entrée en vigueur des accords régionaux, pour permettre aux partenaires sociaux signataires d'en réexaminer, au vu des résultats techniques et financiers enregistrés pendant la période écoulée, les conditions tant en matière de garanties que de financement et de choix des organismes assureurs.

#### Article 55

##### *Personnel d'encadrement*

Tout employeur de cadres doit adhérer à la CPCEA pour la prévoyance complémentaire, et à la CAMARCA (régime ARRCO) et la CRCCA (régime AGIRC) pour la retraite complémentaire, dont le siège social est sis 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08, tél. 01-71-21-00-00. »

#### Article 3

Les signataires conviennent d'appliquer l'avenant susvisé avec date d'effet au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

#### Article 4

Les parties demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Châteauroux, le 13 novembre 2009.

(Suivent les signatures.)

